



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/L-aversion-conservatrice-pour-la-science-gouvernementale>

La recherche fédérale sur la pollution sabotée par le
gouvernement Harper

L'aversion conservatrice pour la science gouvernementale

- Politique canadienne - Politique -



Date de mise en ligne : mardi 19 juin 2012

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

L'auteur a fait carrière durant 32 ans à Pêches et Océans Canada, où il a d'abord été chercheur sur les contaminants, pour assumer ensuite durant 25 ans diverses fonctions de direction en recherche en sciences de la mer et en protection des milieux aquatiques. 13 juin 2012 Canada

Un remodelage du Canada et de ses valeurs traditionnelles par le gouvernement Harper est actuellement en cours dans de nombreux domaines, dont celui de la science gouvernementale fédérale.

Prenons par exemple les instituts scientifiques du ministère fédéral des Pêches et des Océans (MPO), répartis dans sept provinces d'un océan à l'autre, et dont les champs d'activité couvrent les sciences halieutiques et des mammifères marins, l'océanographie, l'étude des contaminants et la chimie marine, la cartographie des eaux navigables et la protection des habitats aquatiques et des espèces menacées. Tous ces programmes scientifiques permettent de conseiller adéquatement les gestionnaires responsables des pêches, du développement durable des milieux aquatiques et de la protection de l'environnement et de la biodiversité, d'informer le public sur l'état de notre environnement aquatique et de fournir aux navigateurs les outils nécessaires afin d'assurer la sécurité de la navigation.

Pourtant, ces programmes importants ont eu à faire face à plus d'une ronde de compressions au cours des dernières années et d'autres sont prévues. La dernière en date vise les programmes scientifiques du MPO dans le domaine des contaminants chimiques et de leurs effets sur les écosystèmes.

Des programmes utiles

Depuis environ 50 ans, le secteur des sciences du MPO mène un programme scientifique utile et efficace sur les contaminants. D'un coup de faux, le gouvernement Harper vient d'abolir entièrement ce programme de recherche et de monitoring sur les polluants et les contaminants chimiques (métaux lourds, BPC, phtalates, produits organohalogénés, pesticides, hydrocarbures, produits pharmaceutiques, etc.) qui vise à étudier la distribution des contaminants dans les sédiments, les eaux et les organismes aquatiques, leur déplacement à travers les écosystèmes et leurs impacts sur la faune marine et l'eau douce.

On parle ici de suppression de 70 postes à la grandeur du Canada, dont plus de 50 verraient leur titulaire mis à pied tandis que les autres seront réaffectés à d'autres tâches. Le programme national aboli posséderait actuellement un budget total d'environ 12 millions de dollars.

Le programme du MPO sur les contaminants au Québec ne date pas d'hier. Avant même l'ouverture de l'Institut Maurice-Lamontagne (IML) à Mont-Joli vers le milieu des années 80, je fus embauché (en 1976) afin d'amorcer une recherche sur des problèmes de pollution marine dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent. Le programme sur les contaminants et l'écotoxicologie à l'IML compte aujourd'hui douze personnes, dont quatre chercheurs, mais avec le couperet qui tombe, tous ces postes sans exception disparaîtront et le programme en entier sera aboli. Environ un tiers des employés touchés pourraient conserver un emploi, mais dans de nouvelles fonctions.

On trouve en outre à l'IML un laboratoire d'expertise pour l'analyse chimique aquatique (LEACA), établi en 2007 au coût de 2 millions de dollars. Il sera fermé également. Sans l'expertise en chimie des contaminants, ses équipements dispendieux ne pourront plus servir et le ministère devra en disposer.

Dix fois moins d'argent

Le gouvernement actuel ne veut donc plus aucune recherche intra-muros au MPO sur les contaminants et sur leurs effets. Le programme en entier sera remplacé par une petite structure de cinq biologistes qui aura 1,4 million à distribuer aux universités, ou à contrat au secteur privé, afin d'aider le ministère à résoudre l'ensemble des problèmes de contaminants que rencontreront les gestionnaires fédéraux des océans et des eaux douces du Canada.

La prétention des conservateurs est donc de penser que la recherche et le suivi effectués à l'heure actuelle par les scientifiques du fédéral dans leurs divers programmes sur les contaminants ne sont plus requis à l'interne et pourront dorénavant être effectués sans problème par les universités et le secteur privé. Avec 10 fois moins d'argent ? On peut en douter fortement, surtout que les chercheurs universitaires sont les premiers à dire qu'ils ne peuvent pas, et ne veulent pas, remplacer les chercheurs fédéraux. [...]

L'utilité des programmes abolis

Concrètement, les programmes du MPO qui sont abolis ont-ils démontré leur utilité et leur unicité jusqu'à ce jour ? La réponse sans ambages est oui, et comment ! Le programme du MPO sur les contaminants et leurs effets a entre autres à son actif les contributions importantes suivantes au fil des ans :

recherche et monitoring en continu dans l'environnement aquatique de contaminants pouvant affecter les espèces de poissons commerciaux et éventuellement la santé humaine ;

mise sur pied avec l'Ontario en 1968 de l'Experimental Lakes Area (ELA), qui comprend 58 petits lacs utilisés comme laboratoires à ciel ouvert pour la recherche sur les contaminants et leurs effets. Le gouvernement Harper veut maintenant fermer l'ELA, entraînant pour les chercheurs du domaine la perte d'un outil unique au monde ;

maintien à long terme de programmes de monitoring des contaminants dans les Grands Lacs, en marge d'ententes internationales avec les États-Unis, pour s'attaquer à partir des années 70 aux problèmes énormes reliés à la pollution des Grands Lacs ;

réponse scientifique à de nombreux déversements pétroliers, dont certains majeurs (par exemple : l'Arrow) ;

mise sur pied vers 1990 d'un programme complet de suivi de la présence de dioxines et de furanes chez les organismes aquatiques au point de déversement des effluents des fabriques de pâtes et papiers au Canada, qui mena à un nouveau règlement en vertu de la Loi sur les pêches ;

identification avec le Conseil national de recherches du Canada à la fin des années 80 de la toxine inconnue (acide domoïque) qui avait tué plusieurs Canadiens ayant consommé des moules contaminées à l'Île-du-Prince-Édouard ;

évaluation des risques posés par les BPC présents dans la barge Irving Whale au fond du golfe du Saint-Laurent lors de son renflouement dans les années 90 ;

évaluation des menaces de pollution des eaux et des organismes marins par le relargage dans le fjord du Saguenay, à la suite du déluge de juillet 1996, de mercure et d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) contenus dans les sédiments ;

examen de l'impact de la construction de pipelines sur les habitats aquatiques en matière de pollution chimique, rôle qui deviendrait crucial pour le projet majeur d'Enbridge Northern Gateway Pipeline en Alberta et en Colombie-Britannique.

[...] Retrait du protocole de Kyoto, charcutage des lois environnementales fédérales avec C-38, abolition de programmes entiers de recherche comme celui du MPO sur les contaminants, musellement des chercheurs fédéraux, refus d'aider financièrement plusieurs groupes environnementaux... Le programme du gouvernement est clair : il fera tout pour éliminer ce qu'il perçoit comme étant un obstacle au développement économique et à sa locomotive, l'exploitation des sables bitumineux.

Le gouvernement Harper a déclaré la guerre à la science.